

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 609 du 04.05.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : <http://no-war.over-blog.com/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

El watan : Hypocrisie politique

L'enfance sous occupation.

1- Politique Palestiniene

Grey Owl : Processus de paix : Mahmoud Abbas lance un ultimatum.

Colonisation: Les Palestiniens mettent l'ONU au pied du mur.

2- Politique Israélienne

Manger du pain trempé avec le sang des enfants palestiniens

Attaque de l'armée israélienne contre Gaza

2-1 Netanyahu & Lieberman

Netanyahu veut légaliser les colonies sauvages.

Israël autorise trois colonies sauvages implantées dans les années 90..

Le Point.fr : [Israël compte ériger un mur à sa frontière avec le Liban](#)

2-2 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies).

[Qods occupée : 9 familles palestiniennes expulsées en l'espace d'une semaine. !!!](#)

2-3 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

IRIB : [Agressions des détenus dans les prisons israéliennes!](#)

[1.350 prisonniers palestiniens observent une grève de la faim illimitée.](#)

3 Politique Internationale des territoires occupés

Usa 1

Les grandes manœuvres

4 institutions et leurs satellites

Ue

Romandie.com : Colonies autorisées: l'UE demande à Israël de revenir sur sa décision.

5 Europe

1 France

5-1 Alain Gresh : Air France : « Etes-vous de confession juive ? »

5-2 Des militants pro-palestiniens refoulés à Roissy.

4 institutions et leurs satellites

Ue

Romandie.com : Colonies autorisées: l'UE demande à Israël de revenir sur sa décision.

6 Monde

Afrique du Sud

Ahmed Kathrada : Afrique du Sud : Solidarité avec les Palestiniens.

Égypte

Al-Ahram : L'Égypte boycotte Adidas pour cause de collaboration avec Israël.

Inde

[En Inde, la foule dénonce Israël. ...](#)

Tiré à part

El watan : Hypocrisie politique :

Moustafa Al Barghouti, secrétaire général de l'Initiative nationale palestinienne, a dénoncé, hier, les propos de Benyamin Netanyahu, Premier ministre de l'Etat hébreu, comme de l'«hypocrisie politique». Ce dernier avait, en effet, déclaré «soutenir l'Etat palestinien».

Pour Moustafa Al Barghouti, Netanyahu utilise les médias «alors qu'il continue d'exproprier nos terres et de s'emparer de nos richesses, et son armée commet des crimes odieux contre notre peuple». Il ajoute que si le dirigeant soutient la création de l'Etat palestinien, « il doit accepter un retrait des terres de 1967 et reconnaître Al Qods comme capitale de la Palestine indépendante».

Toutefois, selon Al Barghouti, les Israéliens «ne répondent pas à ces exigences et prétendent soutenir l'établissement d'un Etat palestinien».

Les négociations entre Palestiniens et Israéliens sont toujours au point mort depuis septembre 2010 en raison du refus d'Israël de geler ses activités de colonisation illégales dans les territoires palestiniens occupés.

El watan.

http://www.elwatan.com/international/les-propos-de-netanyahu-denonces-27-04-2012-168427_112.php

L'enfance sous occupation.

Ne cherchez pas une plaine de jeux dans le camp de réfugiés d'Aïda à Bethléem. Il n'y en a jamais eu. À moins que vous n'aidiez ses enfants à en acheter une. Explications.

Le quotidien d'un camp de réfugiés palestinien

Le camp de réfugiés d'Aïda couvre une minuscule superficie de 0,71 km² entre Bethléem et Beit Jala en Cisjordanie occupée. S'y entassent quelque 5000 réfugiés palestiniens, descendants des populations chassées de 17 villages autour de Jérusalem lors de la création de l'État d'Israël en 1948. Les minuscules ruelles du camp laissent à peine passer la lumière du soleil qui projette l'ombre sinistre du tristement célèbre « Mur de séparation » comme l'appellent les Israéliens.

Où que l'on pose le regard, les miradors équipés de caméras vous guettent, et on y devine les silhouettes des soldats israéliens. Au pied du mur, l'école de l'ONU a été transformée en bunker pour protéger les élèves des tirs israéliens.

Partout, des impacts de balles criblent les façades des maisons. Reliquats ou souvenirs de ce que subit le camp durant la seconde Intifada : 29 maisons détruites, 27 personnes tuées, tandis que 560 habitants, principalement des jeunes, ont été arrêtés ou emprisonnés dans différents centres de détention israéliens. Comme Ali, condamné à l'âge de 16 ans à 8 ans de prison pour avoir planté un drapeau palestinien sur le Mur et libéré après trois ans à la faveur d'un accord entre l'Autorité palestinienne et Israël. Ou comme

Mohamed Qassim, Marwan, Mounjed, Fadi, Ahmed, Majdi, Khader, tous sont passés par les geôles israéliennes alors qu'ils n'avaient pas 18 ans.

À une centaine de mètres du camp, le Tombeau de Rachel (1), lieu saint du judaïsme, est en fait un camp militaire retranché d'où sont lancées quotidiennement des incursions. La nuit est synonyme de peur et de crainte de voir sa maison envahie par la soldatesque et les ruelles noires du camp sont parcourues rapidement et en silence par les rares personnes qui osent s'aventurer dehors le soir.

Durant l'hiver, souvent très froid, les familles se réunissent autour de petits chauffages électriques d'appoint. La petite centrale électrique qui alimente le camp a souvent du mal à suivre et les coupures de courant sont fréquentes. En été, on suffoque de chaleur et souffre du manque d'eau. Durant l'été 2011, les habitants ont ainsi été privés d'eau pendant plus de 30 jours.

Une question de survie

D'après les statistiques de l'UNRWA (2), le taux de chômage atteint 43 % et les familles ne doivent leur survie qu'à l'incroyable solidarité familiale ou à l'aide de la communauté. Comme c'est le cas de la jeune famille de mon ami Ahmed Abu Akar. Ahmed a 24 ans. Marié, il a deux enfants dont le plus jeune, âgé d'un an, souffre d'une maladie chromosomique grave. Sans emploi alors que son épouse étudie à l'université, c'est pour lui une lutte quotidienne pour rassembler les 150 euros mensuels de loyer ou les 40 euros hebdomadaires de médicaments indispensables à son fils. Une fortune lorsque l'on sait que le salaire moyen de ceux qui ont la chance de travailler s'élève à un peu plus de 300 euros (3). En 2005, le pourcentage de ménages palestiniens en dessous du seuil de pauvreté s'élevait à 51,5 % (4). Depuis lors la crise est passée par là et la hausse) des prix aussi.

Premières victimes, les enfants

C'est dans ce contexte que grandissent à Aïda plus de 2500 enfants qui ne connaissent que le quotidien des petites ruelles sales. Pour ces enfants, aucun terrain de jeux où s'épanouir en liberté et surtout en sécurité. Seuls trois centres de jeunes tentent d'encadrer ces enfants : le centre Al Rowwad dispense des cours de théâtre tandis que le Youth Center et le Lajee Center prodiguent des activités culturelles et éducatives à cette jeune génération.

Un centre de jeunes contre l'occupation

Le [Lajee Center \(5\)](#) est comme une lumière dans les ténèbres. Établi en 2000, il ne doit son existence qu'à la volonté de 11 jeunes du camp désireux de servir leur communauté. Parti de rien, ce centre dispose aujourd'hui de locaux modernes où les jeunes peuvent s'initier à l'informatique, à la photo, à la vidéo, à la danse traditionnelle palestinienne Dabké et à bien d'autres activités encore. Il offre notamment tous les étés l'occasion à ces jeunes palestiniens de rencontrer des internationaux de tous les pays. Reconnu officiellement comme une ONG depuis 2001, le Lajee Center a reçu le soutien de nombreux organismes internationaux et a pu développer de nombreux projets éducatifs : publication de quatre ouvrages, réalisation de courts métrages, échanges internationaux de jeunes, notamment en 2008 en Belgique avec COMAC Quartier, l'organisation de jeunes du PTB.

Offrez une plaine de jeux aux enfants d'Aïda

Juste derrière les locaux du Lajee Center se trouve un terrain de plus ou moins 2000 m². Jusqu'à il y a peu, ce terrain était laissé à l'abandon par son propriétaire et utilisé par les habitants du camp comme une décharge publique.

« Ce terrain inutilisé est une aubaine pour offrir aux enfants du camp un lieu sûr où jouer », se sont dits les responsables du Lajee Center.

Durant l'année 2010-2011, les volontaires du Lajee, aidés par des internationaux, se sont retroussés les manches et ont nettoyé, aplani à grand renfort de bulldozers ce bout de terre pour y construire une plaine de jeux, un terrain de mini-foot et des emplacements de pique-niques.

Mais c'était sans compter sur le propriétaire, un riche palestinien d'Hébron, qui une fois les travaux finis, s'est manifesté pour reprendre son bien. Après une aventure rocambolesque les parties s'accordèrent sur un prix qui donne le tournis : 210 000 dollars (160 580 euros).

À la date du 7 avril, le Lajee Center avait récolté 56 500 dollars (43 202 euros). D'ici la fin de l'année, il doit trouver 153 500 dollars supplémentaires (117 374 euros).

Jouer : un droit fondamental des enfants

Par cet achat, la Lajee Center entend faire garantir l'article 31 de la [Convention des Nations-Unies pour les Droits de l'Enfant](#) :

« 1. Les États parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

2. Les États parties respectent et favorisent le droit de l'enfant de participer pleinement à la vie culturelle et artistique et encouragent l'organisation à son intention de moyens appropriés de loisirs et d'activités récréatives, artistiques et culturelles, dans des conditions d'égalité. » [\(6\)](#).

Le Lajee Center lance donc un appel international de récolte de fonds à tous ses soutiens, amis, militants de la cause palestinienne, pour les aider à concrétiser ce beau projet.

Un acte de résistance

Offrir une plaine de jeux aux enfants d'Aïda est un acte pacifique de résistance. Chaque morceau de terre que les Palestiniens peuvent mettre au service de leur communauté est une terre qui échappera peut-être à la colonisation israélienne et offrira à ces enfants des camps un lieu d'épanouissement, de jeu et de détente.

Faites un don

Garantissez aux enfants d'Aïda le droit de jouer

BE13 523-0440150-39

Lajee Center

39/C4 Rue Félix De Cuyper 1070 Bruxelles

Avec la mention : Plaine de jeux

[1] Rachel est une matriarche Biblique, femme de Jacob, le petit-fils d'Abraham.

[2] [UNRWA](#) : United Nations Relief and Works Agency, est l'agence de l'ONU en charge des réfugiés palestiniens.

[3] Selon les chiffres de l'UNRWA, fin 2009 le salaire mensuel moyen réel, pour les réfugiés palestiniens en Cisjordanie, est de 1665 NIS (nouveau shekel israélien, environ 338 €), à comparer avec les 1815 NIS (368 €) pour les non-réfugiés. A la fin 2010, le salaire mensuel moyen réel pour réfugiés est de 1614 NIS (327,5 €) et celui des non-réfugiés, 1795 NIS (364 €). [Info-Palestine.net](#)

[4] [ISM France](#)

[5] « Lajee » signifie « réfugié » en arabe

[6] [UNICEF](#) - La Convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée et ouverte à la signature, ratification et adhésion par l'Assemblée générale des Nations-Unies dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989 et est entrée en vigueur le 2 septembre 1990.

29 avril

Julien Versteegh

Investig'action

1- Politique Palestiniene

Grey Owl : Processus de paix : Mahmoud Abbas lance un ultimatum

Mahmoud Abbas a lancé un ultimatum d'un mois à Benyamin Nétanyahou pour

répondre positivement à ses propositions pour un accord de paix, faute

de quoi l'Autorité palestinienne se tournera vers les Nations Unies pour

obtenir le statut d'Etat non membre. Mahmoud Abbas a annoncé dimanche que l'Autorité palestinienne

allait renouveler ses efforts pour gagner la reconnaissance par l'ONU d'un Etat

palestinien si elle ne reçoit pas de réponse positive de la part d'Israël à ses positions pour un accord de paix éventuel.

Le chef de l'Autorité palestinienne a donné au Premier ministre Benyamin Nétanyahou un délai d'un mois pour répondre aux propositions palestiniennes, qui seront énoncées dans une lettre que Benyamin Nétanyahou recevra mercredi prochain, lors d'une réunion à Jérusalem avec le Premier ministre palestinien Salam Fayyad.

« Ce ne sera pas une simple lettre, » a déclaré M. Abbas, selon une source qui était présent lors de la réunion. « J'ai également l'intention de me tourner vers le public en Israël et partout dans le monde, et de présenter les positions palestiniennes au sujet d'un accord de paix avec Israël. »

Mahmoud Abbas a déclaré qu'il n'attendrait pas la fin des élections présidentielles américaines, en novembre, avant de présenter une demande auprès des Nations Unies de revoir à la hausse son statut,

comme des responsables de l'administration américaine le lui avaient demandé.

« Dans un mois nous y verrons plus clair », aurait déclaré M. Abbas, d'après une source. « Si je ne reçois pas de réponse positive de M. Netanyahu, je vais reprendre le processus de l'ONU et demander à l'Assemblée générale des Nations Unies de nous accorder le statut d'Etat non-membre. »

Mahmoud Abbas a fait ces déclarations lors d'une réunion avec l'ancien président du parti Meretz, Yossi Beilin, et d'autres hommes impliqués dans la promotion de l'Initiative de Genève, une proposition non-officielle d'accord de paix datant de 2003.

D'après l'un des participants de la réunion, le président de l'Autorité palestinienne « nous a dit qu'il était déterminé à secouer le bateau, parce que la situation actuelle ne peut pas continuer. »

par

Grey Owol –

Lundi 9 avril 2012 à 11:40

http://www.guysen.com/article_Processus-de-paix-Mahmoud-abbas-lance-un-ultimatum_17745.html

Hébron,: Une délégation des Nations unies attaquée par des colons.

Des colons ont lancé des pierres et des déchets sur une délégation de professeurs de droit arabes et étrangers qui participent au Congrès de l'Adhésion de la Palestine aux nations Unies, organisé par l'Université d'Hébron, lors de leur tournée dans la vieille ville de Chalaleh, derrière l'avant-poste colonial "Beit Hadassa".

Auparavant, la délégation qui a assisté au Congrès durant deux jours, a visité la vieille ville d'Hébron, faisant le triste constat des mesures de l'occupation et les pratiques de ses forces armées et des colons. Le terme qui en ressort est restriction, Al Qods est loin d'être libre: Restrictions imposées sur la liberté de déplacement des habitants palestiniens, restrictions des médias, restrictions économiques et fermeture des centres commerciaux et une liberté de culte restreint dans la mosquée d'el-Ibrahimi.

A ce sujet, le professeur et chercheur palestinien au centre des études des réfugiés de l'Université d'Oxford, Abbas Shablak, ne peut être plus clair: C'est une preuve des moyens fascistes approuvés par l'occupation pour expulser le peuple palestinien et sur la mentalité israélienne visant à exiler l'autre entièrement.

Al Manar

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=60879>

Colonisation: Les Palestiniens mettent l'ONU au pied du mur.

Les Palestiniens ont envoyé une lettre au Conseil de sécurité de l'ONU réclamant la condamnation officielle de la colonisation menée par l'entité sioniste, a indiqué mardi le ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Riyad al-Malki.

"La lettre appelle la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, à condamner les activités de colonisation, qui sont illégales, et d'autres actions illégales d'Israël dans les territoires palestiniens occupés", a déclaré Malki.

La lettre appelle également à prendre des "mesures urgentes pour mettre la pression sur la puissance occupante, Israël, pour l'obliger à cesser immédiatement ces actions et ces politiques", a ajouté le ministre.

Il a précisé que l'envoyé palestinien aux Nations Unies Riyad Mansour avait remis cette lettre lundi, peu avant une réunion du Quartette sur le Proche-Orient prévue mercredi à Washington.

Il a précisé que les Palestiniens allaient chercher à obtenir une déclaration du Quartette "indiquant clairement que la poursuite de la colonisation est l'obstacle principal à la relance de négociations réelles et sérieuses".

Al Manar :

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=59129>

2- Politique Israélienne

Manger du pain trempé avec le sang des enfants palestiniens

Dans un nouvel acte raciste révélant la haine pour les Palestiniens, musulmans et chrétiens, le joueur israélien de basket, Ido Kojikaro a publié sur sa page facebook des déclarations haineuses à l'encontre d'enfants

musulmans et chrétiens.

Le joueur terroriste a écrit: « la meilleure chose dans la célébration de la fête de Pâques, est de manger le pain « matsah » trempé avec le sang des enfants musulmans et chrétiens...Mummmm ».

Il est à noter que Kojikaro fait partie de l'équipe israélienne de Nahariyya, une des colonies au nord des territoires palestiniens occupés, à proximité de la frontière libanaise.

Il convient de rappeler qu'en février dernier, dix enfants palestiniens avaient péri suite à un accident de bus en Cisjordanie. Les Israéliens avaient également saisi l'occasion pour exprimer leur joie sur les réseaux sociaux après la mort « des saboteurs de l'avenir ».

Information du Centre Palestinien d'Information

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=58649&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=22&sl=1>

Attaque de l'armée israélienne contre Gaza

Les militaires ont attaqué avec des mitrailleuses lourdes le Nord de Gaza.

Les militaires israéliens ont rasé les terrains agricoles des habitants d'Abou Safiya dans l'Est de Gaza.

Selon ce rapport les avions ont survolé cette région.

D'autre part, l'armée israélienne a mené, hier soir, dimanche des attaques contre les maisons des citoyens à Al-Khalil, en Cisjordanie.

<http://french.irib.ir/info/...>

[Les vedettes israéliennes chargent les côtes de Gaza.](#)

Les vedettes de l'armée ont pilonné les côtes de Gaza.

Ces attaques ont visé les côtes dans le Nord-ouest de Gaza. Le bilan des victimes et des dégâts est encore inconnu. Les vedettes attaquent régulièrement les bateaux des Palestiniens au large de Gaza. Le régime sioniste a intensifié depuis 2007 le blocus de Gaza.

IRIB

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu veut légaliser les colonies sauvages.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a apaisé dimanche les dissensions sur la colonisation au sein de son gouvernement en annonçant la formation d'un comité ministériel spécial chargé de légaliser plusieurs colonies sauvages.

Une polémique avait éclaté pendant le week-end sur l'avenir de la trentaine d'habitations de la colonie sauvage d'Ulpana, adjacente à l'implantation de Beit El près de Ramallah (Cisjordanie), qui doivent en principe être démolies avant le 1er mai selon un arrêt de la Cour supérieure de Justice.

Ulpana est entièrement construite sur des terres privées palestiniennes.

Netanyahu a déclaré dimanche lors de la réunion hebdomadaire de son cabinet, qu'il espérait trouver un moyen légal de ne pas détruire les maisons, a déclaré un responsable israélien sous couvert de l'anonymat.

Selon ce responsable, Netanyahu mène des consultations avec les ministres de la Justice et de la guerre pour trouver une solution.

Le ministre des Affaires stratégiques, Moshé Yaalon, avait assuré samedi qu'un démantèlement d'Ulpana pourrait faire voler en éclats la coalition gouvernementale, qui repose en grande partie sur les partis pro-colonisation.

En réaction, la porte-parole du mouvement israélien anti-colonisation La paix maintenant, Hagit Ofra a déclaré à l'AFP que "ce débat interne du gouvernement prouve en fait qu'il cherche à ne pas appliquer" l'ordre de démantèlement du quartier.

Lors de la réunion hebdomadaire du cabinet, il était prévu que les ministres légalisent rétroactivement trois colonies sauvages de Cisjordanie: Bruchin, Sansana et Rechelim.

Au-lieu de cela, Netanyahu a annoncé la formation d'un comité composé de lui-même, du ministre de la guerre Ehud Barak et du ministre sans portefeuille Benny Begin, a indiqué le responsable israélien à l'AFP.

Il a ajouté que Bruchin, Sansana et Rechelim avaient été établis sur l'ordre du gouvernement.

"Ce ne sont pas des colonies sauvages, mais des problèmes techniques et de procédure touchent ces implantations et doivent être résolus", a-t-il prétendu.

Bruchin (350 habitants) et est situé dans le nord de la Cisjordanie occupée, ainsi que Rechelim (240 habitants). Sansana (240 habitants) est situé près d'AlKhalil (Hébron), dans le sud des territoires palestiniens.

Les autorités d'occupation considèrent que les colonies construites sans l'accord du gouvernement sont illégales. La communauté internationale considère toutes les implantations construites au-delà de la Ligne verte comme illégales, qu'elles aient ou non obtenu une autorisation du gouvernement israélien.

Al Manar

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=60779>

[Le pro palestinien Einsner porte plainte contre Israel !](#)

Netanyahu veut légaliser les colonies sauvages(2)

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a apaisé dimanche les dissensions sur la colonisation au sein de son gouvernement en annonçant la formation d'un comité ministériel spécial chargé de légaliser plusieurs colonies sauvages.

Une polémique avait éclaté pendant le week-end sur l'avenir de la trentaine d'habitations de la colonie sauvage d'Ulpana, adjacente à l'implantation de Beit El près de Ramallah (Cisjordanie), qui doivent en principe être démolies avant le 1er mai selon un arrêt de la Cour supérieure de Justice.

Considérée par certains membres du gouvernement comme un quartier de Beit El, Ulpana est entièrement construite sur des terres privées palestiniennes.

M. Netanyahu a déclaré dimanche lors de la réunion hebdomadaire de son cabinet, qu'il espérait trouver un moyen légal de ne pas détruire les maisons, a déclaré un responsable israélien sous couvert de l'anonymat.

Selon ce responsable, M. Netanyahu mène des consultations avec les ministres de la Justice et de la Défense pour trouver une solution

Le ministre des Affaires stratégiques, Moshé Yaalon, un "dur" du Likoud, le parti de M. Netanyahu, avait assuré samedi qu'un démantèlement d'Ulpana pourrait faire voler en éclats la coalition gouvernementale, qui repose en grande partie sur les partis pro-colonisation.

M. Yaalon a critiqué le ministre de la Défense Ehud Barak, dont les prérogatives incluent l'autorisation des constructions dans les colonies autorisées par Israël et les éventuels démantèlements dans les zones non-autorisées.

Plusieurs ministres et députés reprochent à M. Barak de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour légaliser rétroactivement Ulpana.

"S'il s'avère que les maisons (d'Ulpana) ont été érigées sur un terrain privé (palestinien), il n'y aura semble-t-il pas d'autre possibilité que de les évacuer. On pourra les construire (ces maisons) sur un autre site disponible, si nécessaire", a déclaré M. Barak, chef du parti Atzmaout (centre-droit, 5 députés), dimanche à la radio publique.

"Ce débat interne du gouvernement prouve en fait qu'il cherche à ne pas appliquer" l'ordre de démantèlement du quartier, a déclaré à l'AFP la porte-parole du mouvement israélien anti-colonisation La paix maintenant, Hagit Ofra.

Lors de la réunion hebdomadaire du cabinet, il était prévu que les ministres légalisent rétroactivement trois colonies sauvages de Cisjordanie : Bruchin, Sansana et Rechelim.

Au-lieu de cela, M. Netanyahu a annoncé la formation d'un comité composé de lui-même, du ministre de la Défense Ehud Barak et du ministre sans portefeuille Benny Begin, a indiqué le responsable israélien à l'AFP.

Il a ajouté que Bruchin, Sansana et Rechelim avaient été établis sur l'ordre du gouvernement.

"Ce ne sont pas des colonies sauvages, mais des problèmes techniques et de procédure touchent ces implantations et doivent être résolus", a-t-il précisé.

Bruchin (350 habitants) et est situé dans le nord de la Cisjordanie, ainsi que Rechelim (240 habitants). Sansana (240 habitants) est situé près de Hébron, dans le sud du territoire palestinien.

Israël considère que les colonies construites sans l'accord du gouvernement sont illégales. La communauté internationale considère toutes les implantations construites au-delà de la Ligne verte comme illégales, qu'elles aient ou non obtenu une autorisation du gouvernement israélien.

Israël autorise trois colonies sauvages implantées dans les années 90..

Les Palestiniens y voient une réponse à Abbas.

Le gouvernement israélien a autorisé hier a posteriori les colonies sauvages de Bruchin (350 habitants), Rechelim (240 habitants), dans le nord de la Cisjordanie, et Sansana (240 habitants), dans le sud du territoire palestinien. Un comité ministériel ad hoc a « décidé de formaliser les statuts de trois communautés établies dans les années 90 à la suite de décisions de gouvernements précédents », a indiqué le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu. « La décision ne change pas la réalité sur le terrain » et n'implique pas l'établissement « de nouvelles colonies ni l'extension de colonies existantes », a affirmé un responsable israélien.

« La décision de légaliser trois colonies sauvages est la réponse prévue à la lettre du président Abbas au Premier ministre Netanyahu », a réagi le porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas, Nabil Abou Roudeina. Dans un communiqué, le gouvernement palestinien a « condamné la poursuite par Israël du développement de la colonisation », ainsi que « la "légalisation" d'enclaves de colonisation », affirmant qu'elle « détruit les chances de paix et d'une solution à deux États ».

M. Netanyahu avait reçu le 17 avril une lettre de M. Abbas exigeant pour reprendre les négociations de paix une série d'engagements, dont la reconnaissance des lignes de 1967 comme base de discussions et le gel de la colonisation. Le Premier ministre israélien doit y répondre « dans les deux semaines ». Mais les responsables palestiniens anticipaient une réponse négative en s'apprêtant à relancer leurs démarches aux Nations unies. « La question de la lettre palestinienne et de la réponse israélienne ne doit pas être surestimée car nous connaissons la réponse israélienne », a souligné une dirigeante de l'OLP, Hanane Achraoui, estimant que « la prochaine étape devrait être l'Assemblée générale de l'ONU », habilitée à accorder à la Palestine le statut d'État non membre.

« La France condamne cette prétendue légalisation qui envoie un signal très négatif, contraire aux intérêts de la paix dans la région », a réagi le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères Bernard Valero. Le chef de la diplomatie jordanienne Nasser Jawdeh a également « condamné les activités de colonisation israéliennes ainsi que toute action unilatérale », lors d'entretiens à Amman avec l'émissaire américain David Hale. Le Danemark a lui aussi condamné la décision israélienne et sa « tactique continuelle de grignotage », selon le ministre des Affaires étrangères danois dont le pays assure la présidence de l'Union européenne. « C'est la première fois depuis 1990 que le gouvernement d'Israël décide de l'établissement de nouvelles colonies », a relevé Hagit Ofran, une responsable du mouvement israélien anticolonisation « La Paix maintenant », qualifiant de « tour de passe-passe » la mise en place d'un comité ministériel sur cette question. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est quant à lui déclaré « profondément troublé » et déçu. Les États-Unis se sont dit hier « préoccupés » par la décision de leur allié, estimant que cela n'aidera pas les négociations de paix avec les Palestiniens. La porte-parole du département d'État, Victoria Nuland, a rappelé que Washington était opposé aux activités de colonisation en Cisjordanie et déclaré que les États-Unis allaient demander à Israël, via leur ambassade à Tel Aviv, des « clarifications ».

Le gouvernement Netanyahu a, en outre, décidé de demander à la Cour suprême un sursis à la démolition d'ici au 1er mai d'une trentaine d'habitations de la colonie sauvage d'Ulpana, près de Ramallah, en Cisjordanie, construites sur des terres privées palestiniennes, le temps de trouver une solution juridique pour les préserver. « La décision de l'État de se soustraire à son obligation d'évacuation à la dernière minute (...) est une soumission inquiétante à des considérations politiques », a déploré dans un communiqué l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme Yesh Din, en référence à l'influence du lobby des colons au sein du gouvernement.

Aux yeux de la communauté internationale, toutes les colonies sont illégales, qu'elles aient ou non été autorisées par le gouvernement

israélien. Plus de 340 000 colons israéliens habitent en Cisjordanie et plus de 200 000 dans des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est.

Par ailleurs, Benjamin Netanyahu a estimé que le Sinaï égyptien était devenu « une sorte de Far West » que les mouvements islamistes exploitent avec l'aide de l'Iran pour s'en prendre à l'État hébreu.

(Source : AFP)

[Le Nord de Qods arraché de la Palestine !](#)

La construction du mur de séparation au Nord de Qods étant achevé, la ville se voit, désormais, coupée de sa partie Nord. Selon Al Alam, l'accomplissement de l'ouvrage finit par imposer la domination d'Israël sur la ville sainte. "Israël continue à commettre des crimes, à l'encontre des Palestiniens de Beit-ol-moghadass, de telle manière que les colons écrasent, à bord de leurs voitures, les enfants palestiniens", s'est indigné le président de l'Association populaire de Beit-ol-moghadass. "La présence des colons constitue un phénomène déroutant et incongru dans cette région".

IRIB

Le Point.fr : [Israël compte ériger un mur à sa frontière avec le Liban](#)

Les travaux pourraient commencer la semaine prochaine. Le mur serait haut de 10 mètres, et long de 2 kilomètres.

Israël va commencer la semaine prochaine à construire un mur de 2 km le long de sa frontière avec le Liban, à hauteur de la localité israélienne de Metoulla, a indiqué lundi soir la Chaîne-10 privée de télévision israélienne. Ce mur haut de 10 mètres vise à éviter les frictions entre les troupes israéliennes et celles de l'armée libanaise dont les positions respectives sont parfois séparées de quelques mètres seulement, a affirmé la télévision. En janvier, l'armée israélienne avait annoncé ce projet en précisant que ce mur devait protéger des blocs d'immeubles récemment construits à Metoulla contre des tirs de snipers à partir du village libanais de Kfar Kila, situé un kilomètre en face et qui surplombe l'actuelle barrière de sécurité longeant la frontière.

Israël a coordonné la construction de cet ouvrage avec le Liban par l'intermédiaire de la Finul (Force intérimaire des Nations unies au Liban), a précisé la Chaîne-10. Israël et le Liban sont techniquement en guerre, mais les responsables militaires des deux pays se rencontrent régulièrement sous les auspices de la Finul pour discuter des problèmes de frontière. Les fermiers de Metoulla se plaignent d'avoir été visés par des tireurs d'élite dans le passé et d'être fréquemment attaqués à coups de pierres lancées depuis le côté libanais de la frontière. En 2006, une guerre brève mais sanglante et dévastatrice a opposé Israël et le mouvement chiite libanais Hezbollah qui contrôle la région frontalière.

Le Point.fr –

Publié le 23/04/2012

http://www.lepoint.fr/monde/israel-compte-eriger-un-mur-a-sa-frontiere-avec-le-liban-23-04-2012-1454488_24.php

2-1 Les grandes manœuvres...

Quatre militants pro-palestiniens arrêtés à l'aéroport de Tel-Aviv.

Quatre militants participant à l'opération "Bienvenue en Palestine" ont été interpellés dimanche matin à leur arrivée en provenance de Paris à l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv, où la police était déployée en force, a annoncé un porte-parole de la police.

"Nous avons interpellé quatre militants arrivés par un vol El-Al (la compagnie aérienne israélienne, NDLR) en provenance de Paris. Ils sont interrogés et seront ensuite expulsés vers leur pays d'origine", a déclaré à l'AFP Micky Rosenfeld, sans pouvoir préciser leur nationalité.

L'opération "Bienvenue en Palestine", organisée pour la troisième année consécutive, consiste pour 1.500 militants, dont 500 à 600 Français, à se rendre dans les Territoires palestiniens, cette fois à Bethléem pour inaugurer une école internationale.

Les organisateurs affirment vouloir ainsi dénoncer le contrôle exercé par Israël sur le mouvement vers et hors des Territoires palestiniens, puisque les visiteurs souhaitant se rendre en Cisjordanie sont obligés de passer par l'Etat hébreu.

La plupart des militants n'ont toutefois pas été autorisés à prendre l'avion dans différents aéroports européens. Les compagnies française Air France, britannique Jet2.com et allemande Lufthansa ont notamment annulé les billets de militants pro-palestiniens.

Plusieurs dizaines d'entre eux ont manifesté dimanche à l'aéroport parisien de Roissy-Charles-de-Gaulle après s'être vu refuser l'enregistrement, leur nom figurant sur une liste de "personnes indésirables" dressée par les autorités israéliennes.

A Tel-Aviv, la police israélienne a de son côté "mis en place un dispositif de plusieurs centaines de policiers en vue de maintenir l'ordre à l'aéroport", a expliqué Micky Rosenfeld. Selon la radio publique, 650 policiers, la plupart en civil, étaient déployés à l'aéroport Ben Gourion pour arrêter les militants.

En juillet 2011, Israël avait globalement réussi à déjouer une opération similaire, en empêchant des centaines de militants d'embarquer pour Tel-Aviv et en bloquant puis expulsant quelques dizaines d'autres à leur arrivée.

En 2010 et 2011, seule une petite proportion était parvenue à entrer en Cisjordanie.

Le ministre des Transports Israël Katz a affirmé à la radio publique qu'Israël ne pouvait "pas se permettre de laisser entrer sur son territoire des provocateurs", qui "veulent porter atteinte au droit d'Israël à défendre sa souveraineté". Il a dénoncé l'appartenance de certains militants à des "organisations pro-iraniennes".

En revanche, la dirigeante du parti d'opposition Meretz, Zehava Galon, a estimé que "ceux qui dirigent ce pays ont perdu la tête, ils agissent comme si nous avions quelque chose à cacher". Selon elle, "fermer les frontières en créant un nouveau rideau de fer ne changera pas la réalité de l'occupation israélienne (des Territoires palestiniens) qui dure depuis 45 ans".

<http://www.aloufok.net/spip.php?article7214>

2-2 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies).

[Qods occupée : 9 familles palestiniennes expulsées en l'espace d'une semaine. !!!](#)

Le mercredi 19 avril, les forces israéliennes ont expulsé deux familles palestiniennes de leurs maisons du quartier de Beit Hanina à Qods-Est. Des colons sionistes se sont installés dans leurs maisons le jour même.

Mercredi également, les autorités israéliennes ont détruit les maisons de sept familles dans le quartier d'al-Khalayleh à Qods-Est, expulsant des familles palestiniennes pour la troisième fois en six mois.

Le lendemain, les forces israéliennes ont démolit et confisqué les tentes d'urgence fournies à des familles par les organisations humanitaires, ont indiqué, dans un communiqué commun le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies et l'Office de secours et de travaux (UNRWA). Le directeur de l'UNRWA en Cisjordanie, Felipe Sanchez, a déclaré que ces expulsions violaient la loi internationale.

Le responsable du bureau local d'OCHA, Ramesh Rajasingham, a ajouté : « Plus de 1 500 Palestiniens ont perdu leur maison à la suite de démolitions et des expulsions depuis le début de l'année 2011. » « Les expulsions forcées et les démolitions provoquent de grandes souffrances humaines, accroissent les besoins humanitaires et la vulnérabilité. »

IRIB

23/04/2012

2-3 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

IRIB : [Agressions des détenus dans les prisons israéliennes!](#)

L'Autorité palestinienne va poursuivre en justice les autorités pénitentiaires israéliennes, accusées de «crimes de guerre violant les lois internationales», a annoncé le ministre palestinien chargé des Affaires des prisonniers, Aïssa Qaraqä.

S'exprimant lors d'un festival organisé samedi à Al Khalil en signe de solidarité avec les enfants des prisonniers, M. Qaraqä a dénoncé des «crimes organisés par Israël contre les détenus palestiniens, commis en plein mutisme de la communauté internationale». Pour sa part, le gouverneur de la ville d'Al Khalil, Kamel Hamid, a promis d'œuvrer avec détermination «pour la libération des prisonniers palestiniens, pour mettre fin aux souffrances de leurs enfants».

Ce responsable a, lui aussi, dénoncé les incessantes agressions israéliennes contre les détenus palestiniens. Quant à Ziad Al Rajoub, membre du conseil révolutionnaire du parti Fatah et président de la commune de Doura, il a estimé que la libération des prisonniers «demeure la clé pour l'établissement de l'Etat palestinien indépendant».

Il a souligné également que le soutien de la bataille des prisonniers palestiniens, en grève de la faim depuis quelques jours, «a une très grande importance pour la cause palestinienne». Plus de 1500 détenus palestiniens dans les prisons israéliennes ont entamé mardi dernier une grève de la faim et 2300 autres

décident de ne pas manger pendant 24 heures, à l'occasion de «la Journée du prisonnier», célébrée le 17 avril de chaque années. «Les célébrations de la Journée du prisonnier sont différentes cette année parce que les conditions des détenus palestiniens dans les prisons israéliennes ont empiré», avait déploré Qaraqä.

25/04/2012

IRIB

[1.350 prisonniers palestiniens observent une grève de la faim illimitée.](#)

Au moins 1.350 prisonniers palestiniens observent une grève de la faim illimitée, ont indiqué aujourd'hui les services pénitentiaires israéliens, après que 150 autres détenus se sont joints au mouvement entamé par des prisonniers mardi. « Il y a maintenant 1.350 prisonniers palestiniens en grève de la faim », a indiqué Sivan Weizman, porte-parole des services pénitentiaires. « Cent cinquante autres prisonniers se sont joints au mouvement de grève de la faim au cours du week-end, portant le nombre total de prisonniers en grève de la faim à 1.350 », a-t-il précisé.

Mardi, quelque 1.200 détenus palestiniens ont entamé une grève de la faim et 2.300 autres ont décidé de refuser la nourriture pendant 24 heures, à l'occasion de la journée annuelle des prisonniers palestiniens. Auparavant, dix autre détenus palestiniens avaient déjà entamé un tel mouvement dans des prisons israéliennes et quatre d'entre eux ont été transférés dans des hôpitaux en raison de leur état de santé, selon le Club des prisonniers palestiniens. Deux d'entre eux, Bilal Diab, 27 ans et Thaer Halahla, 34 ans, ont cessé de s'alimenter depuis 54 jours et le groupe Adameer, qui défend le droit des prisonniers, a indiqué que leur état de santé se « détériorait rapidement ».

Ces dix grévistes de la faim sont détenus sans charge sous le régime de la détention administrative, une mesure héritée du mandat britannique sur la Palestine qui permet à Israël de garder en prison sans jugement des suspects pour des périodes indéfiniment renouvelables de six mois. Au total 4.699 Palestiniens sont détenus dans les prisons israéliennes, la plupart pour des motifs sécuritaires, dont 319 en détention administrative, indiquent les dernières statistiques du ministère palestinien des Prisonniers.

23/04/2012

<http://www1.com/flash-dactu/israel-150-palestiniens-de-plus-en-greve-de-la-faim/>

3 Politique Internationale des territoires occupés

Usa 1

Les grandes manœuvres

Le Conseil de l'université du Massachusetts vote une résolution appelant à se désinvestir de Boeing SJP - Université Massachusetts

Évoquant l'implication de Boeing dans l'opération Plomb durci d'Israël (contre la bande de Gaza, en décembre 2008/janvier 2009), une coalition sous l'égide d'étudiants exige que l'université se désinvestisse de Boeing et des autres sociétés qui font de l'argent sur des crimes de guerre et des violations des droits humains.

L'hélicoptère de combat AH-64 A Apache, de chez Boeing, utilisé par Israël pour tirer sur la population palestinienne, pour l'occupation et la colonisation de la Palestine.

Le Conseil des étudiants de premier cycle de l'UMass Boston a adopté à l'unanimité un projet exigeant que la Fondation UMass, qui est le fonds d'investissement de l'université, se dessaisisse de Boeing et des autres sociétés qui tirent profit des crimes de guerre et/ou des violations des droits humains. Cette motion est une victoire retentissante pour les militants étudiants du pays tout entier et contribue à élargir les mouvements de la solidarité internationale, dont le mouvement pour les Boycotts,

Désinvestissements et Sanctions contre Israël (BDS), répondant à l'[appel de la société civile palestinienne du 9 juillet 2005.](#)

S'appuyant sur la tradition des étudiants de l'UMass à protester et à se désinvestir pour des raisons d'éthique, une coalition d'étudiants, de groupes d'étudiants et de professeurs a présenté un projet au Conseil des étudiants de premier cycle. En tant que l'une des premières universités américaines à se désinvestir de l'Afrique du Sud de l'apartheid en 1978, et ayant récemment retiré ses fonds du Soudan pour protester contre le génocide suintant au Darfour en 2007, les étudiants ont voulu continuer à faire vivre cette tradition d'intégrité morale en demandant le désinvestissement de Boeing, société qui a

résolument fabriqué et vendu de l'armement qui fut utilisé dans des attaques directes contre les civils palestiniens, ce qui est ne violation du droit humanitaire international et des droits humains. Le projet met en avant que l'investissement de l'université dans Boeing, société qui fait de l'argent sur les crimes de guerre, s'oppose de façon frappante avec la mission de l'université qui est de servir « [l'intérêt public de notre cité, de notre communauté et de notre monde](#) ». Outre qu'il demande le désinvestissement immédiat de Boeing par l'université, comme des autres sociétés qui profitent des crimes de guerre, le projet appelle à la création d'un Comité d'investissement responsable pour continuer à soutenir le refus de l'université d'investir dans des sociétés qui font de l'argent sur les violations du droit international, des droits humains, et toutes autres injustices. Le projet a été parrainé par le président du Conseil des étudiants de premier cycle, le président du Conseil de l'université, le nouveau Conseil des étudiants de premier cycle, neuf groupes d'étudiants, et 33 professeurs.

Une copie du projet est [disponible \(avec notamment la liste des parrains et signataires\)](#).

Le projet souligne en particulier le lien entre Boeing et l'opération Plomb durci, agression militaire israélienne pendant trois semaines contre la bande de Gaza en 2008/2009, et durant laquelle 1300 Palestiniens furent tués, la plupart d'entre eux étant des civils, dont 412 enfants. Boeing avait fourni les missiles Hellfire et les hélicoptères d'attaque Apache AH-64, tous les deux étant réputés avoir été utilisés dans cette opération Plomb durci. Les actes d'Israël durant l'opération Plomb durci ont été condamnés par de multiples ONG internationales et organisations humanitaires, telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch.

Les étudiants et organisations signataires veulent que cette résolution construise le cadre pour une activité de désinvestissement plus approfondie sur le campus, jusques et y compris un appel à l'université du Massachusetts à retirer ses fonds de toute société tirant profit de crimes de guerre, où qu'ils soient dans le monde. En particulier, le groupe des Étudiants de l'UMass Boston pour la justice en Palestine (SJP en anglais), un groupe d'étudiants du parrainage, espère que cette résolution ouvrira la voie d'une campagne plus large demandant à l'université du Massachusetts de retirer ses fonds de toute société tirant profit de l'occupation et la colonisation, illégales, par Israël de la population autochtone de la Palestine. SJP considère le vote de ce projet comme une fière victoire pour le mouvement de solidarité avec la Palestine, et il le présente comme une réponse à l'appel de 2005 de la société civile palestinienne pour les Boycotts, Désinvestissements et Sanctions contre Israël. Alexis Marvel, du Conseil d'étudiants montant, a exprimé sa détermination à faire adopter le projet par le Conseil d'administration.

Étudiants pour la Justice en Palestine (SJP)

Université du Massachusetts, Boston

Université du Massachusetts, Boston, MA, 18 avril 2012 - [BDS Movement](#) - lettre d'Omar Barghouti (omar.barghouti@gmail.com) Cette adresse email est protégée contre les robots des spammeurs, vous devez activer Javascript pour la voir.)

du 24 avril 2012 -

BDS Movement : http://www.bdsmovement.net/2012/umass-boston-student-senate-passes-resolution-calling-for-divestment-from-boeing-8954#.T5e_B9k4aW8

traduction :JPP:

http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com_content&view=article&id=768%3Abds-universite-du-massachusetts&catid=10%3Aactualites-bds-dans-le-monde&lang=fr

4 institutions et leurs satellites

Ue

Romandie.com : Colonies autorisées: l'UE demande à Israël de revenir sur sa décision.

L'Union européenne a demandé mercredi à Israël de revenir sur sa décision d'autoriser des colonies sauvages dans les territoires palestiniens occupés, affirmant qu'elles étaient illégales.

Se disant extrêmement inquiète de la décision des autorités israéliennes d'autoriser a posteriori trois colonies sauvages dans des territoires palestiniens occupés, la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a ajouté dans un communiqué: Je les appelle à revenir sur cette décision.

Israël a annoncé mardi avoir légalisé le statut des colonies de Bruchin (350 habitants), Rechelim (240 habitants), dans le nord de la Cisjordanie et Sansana (240 habitants), dans le sud du territoire palestinien, en estimant que cela ne changeait pas la réalité sur le terrain et ne revenait pas à étendre des colonies

existantes.

L'UE a régulièrement appelé Israël à mettre un terme à toute activité de colonisation. Les colonies sont illégales au regard du droit international, et menacent la viabilité d'une solution à deux Etats, précise Mme Ashton.

De telles mesures vont à l'encontre de l'esprit de la déclaration du quartette du 11 avril 2012, qui s'était inquiété d'actions unilatérales et provocantes, y compris la poursuite des activités de colonisation, a-t-elle jugé.

Le Quartette (Union européenne, Etats-Unis, Russie, ONU) avait alors notamment exhorté Israéliens et Palestiniens à se garder de toute action qui pourrait saper la confiance et à se concentrer sur les mesures positives qui pourraient renforcer et améliorer (leurs relations) pour la reprise des négociations directes. Les Palestiniens réclament notamment, pour reprendre les négociations de paix une série d'engagements, dont la reconnaissance des lignes de 1967 comme base de discussions et le gel de la colonisation.

http://www.romandie.com/news/n/Colonies_autorisees_1_UE_demande_a_Israel_de_revenir_sur_sa_decision52250420121725.asp

5 Europe

1 France

5-1 Alain Gresh : Air France : « Etes-vous de confession juive ? »

Des centaines de militants européens et étrangers souhaitent se rendre en Palestine pour exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien. Ils ne venaient ni poser des bombes, ni attaquer des bâtiments publics. Israël a décidé de leur interdire l'accès aux territoires palestiniens : une nouvelle preuve que ceux-ci sont, purement et simplement, des territoires occupés.

Pour cette violation du droit de circuler librement, le gouvernement israélien a bénéficié de la complaisance des gouvernements européens, qui ont tout fait pour mettre en œuvre l'interdiction. Et les compagnies européennes y ont contribué, au nom de la convention de Chicago (lire la justification d'Air France, « [Air France, Easyjet ou Lufthansa annulent des billets vers Israël](#) », 15 avril.)

Laissons les aspects politiques et diplomatiques de cette affaire pour aborder un autre point : si Air France est tenue d'appliquer la convention de Chicago, peut-elle le faire en violant la Déclaration universelle des droits de l'homme et les lois françaises ? Il est interdit, en effet, de discriminer une personne en fonction de sa couleur ou de sa religion. C'est pourtant ce qui s'est passé, en particulier à Nice, où la compagnie a refusé un embarquement en arguant que la personne n'était ni israélienne ni juive ! (voir le document ci-dessous).

Source : Europalestine, « [Le racisme d'Israël et d'Air France au grand jour](#) ».

Il ne s'agit pas d'une simple bavure, puisque Jean-Charles Tréan, directeur du service de presse et des études, précise, en réponse à une question que je lui ai posée : « *C'est dans ce cadre que le Chef d'Escalade de Permanence à Nice pour le vol AF 4384 du 15 avril 2012 a, sur demande des autorités israéliennes, posé, en leur nom, les deux questions citées. Cela a d'ailleurs permis d'identifier le fait que la passagère concernée n'était pas admise sur le territoire israélien.* » On est en présence d'un cas flagrant de discrimination qui devrait être porté devant les tribunaux.

Précisons, pour la petite histoire, que des diplomates français ont aussi été interdits de voyager (« [Israeli official : 40% of names on Shin Bet fly-in blacklist were not activists](#) », *Haaretz*, 16 avril). Et ne vous attendez pas à des protestations de la France.

Alain Gresh

16 avril 2012,

<http://blog.mondediplo.net/2012-04-16-Air-France-Etes-vous-de-confession-juive>

5-2 Des militants pro-palestiniens refoulés à Roissy.

Plusieurs dizaines de militants pro-palestiniens ont manifesté dimanche à Roissy-Charles-de-Gaulle après s'être vu refuser leur enregistrement par des compagnies aériennes, leur nom figurant sur une liste de "personnes indésirables" communiquée par Israël. Les manifestants, arrivés dès 5 heures au terminal 1 de Roissy-CDG, souhaitent embarquer, pour certains, à bord de vols Lufthansa et Swiss Air à destination de Tel-Aviv, afin de se rendre à Bethléem dans le cadre de l'opération "Bienvenue en

Palestine". Ils ont été refoulés avant leur embarquement, conformément à une demande en ce sens des autorités israéliennes.

"Aujourd'hui, le check-point est à Paris !" ont scandé les manifestants, encadrés par plusieurs dizaines de CRS, avant de se diriger vers le comptoir de la compagnie Lufthansa pour demander une "attestation écrite officielle" leur expliquant les raisons de leur interdiction de vol.

Certains agitaient des drapeaux palestiniens ou des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Roissy, territoire palestinien" ou "Paris aux ordres d'Israël !". "Notre mouvement est totalement pacifique. Mais malheureusement, on continue de nous considérer comme des fauteurs de troubles", a déploré Olivier Buchotte, l'un des organisateurs en France de "Bienvenue en Palestine", selon qui "plusieurs dizaines de personnes" se sont vu opposer un refus d'embarquement.

"On a l'impression que les frontières d'Israël se trouvent désormais à Roissy. C'est une atteinte à notre liberté de circulation", a-t-il dénoncé. Selon un sympathisant pro-palestinien, Romain Lauféron, une manifestation a également eu lieu à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, où des militants se sont vu refuser l'embarquement à bord d'un vol Easyjet.

"Nous avons bloqué le comptoir de la compagnie, en guise de protestation", a-t-il assuré. Les militants pro-palestiniens interdits d'embarquement avaient été avisés dès jeudi par les compagnies aériennes qu'ils ne pourraient s'envoler pour Tel-Aviv. Ils ont décidé de venir malgré tout dans les aéroports concernés, pour "dénoncer cette décision".

"On nous a prévenus, mais sans nous fournir d'explications", a assuré

Sylvie Deplus-Ponsin, médecin de 63 ans, membre de la Ligue des droits de l'homme. "Je suis mère, grand-mère, je n'ai rien à mon casier judiciaire... Mon engagement est pacifique, c'est sans ambiguïté", a-t-elle ajouté, jugeant "incompréhensible" l'annulation de sa réservation. L'opération "Bienvenue en Palestine", mise en place pour la troisième année consécutive, consiste pour 1 500 militants, dont 500 à 600 Français, à se rendre à Bethléem, dans les territoires palestiniens, pour inaugurer une école internationale.

Lors de la première opération, en 2010, une centaine de militants, selon les organisateurs, avaient réussi à gagner la Cisjordanie. Mais Israël avait pris l'été dernier des mesures drastiques pour empêcher l'opération et avait réussi à dissuader les compagnies aériennes d'embarquer les militants au départ.

2 Suède

Zohar Blumenkrantz : L'aéroport de Stockholm ne veut pas des méthodes d'inspections de sécurité des compagnies israéliennes.

L'aéroport suédois refuse son autorisation aux méthodes israéliennes imposées par le Shin Bet pour les inspections de sécurité, et qui comprennent notamment un profilage ethnique et privé, et un interrogatoire très poussé. La compagnie israélienne Arkia doit arrêter ses vols sur Stockholm en raison du refus par l'aéroport international de la capitale suédoise d'autoriser dorénavant les méthodes israéliennes pour les inspections de sécurité, méthodes dictées par le service sécurité du Shin Bet, nous apprend TheMarker mercredi. Ainsi, l'aéroport de Stockholm rejoint ceux de Malmö en Suède et de Copenhague au Danemark dans leur refus d'autoriser les inspections de sécurité israéliennes, lesquelles impliquent un profilage ethnique et privé, un interrogatoire très poussé et des inspections sélectives basées sur le degré de perception du risque sécuritaire.

Arkia, seule compagnie aérienne israélienne à desservir la Suède, avait dû cette année détourner ses vols à destination du Danemark sur Malmö et Stockholm après le refus du Danemark, l'été dernier, d'autoriser les procédures de sécurité israéliennes sur ses aéroports. Arkia avait alors dirigé ses vols sur la Suède d'où elle emmenait ses passagers au Danemark par voie terrestre. Aujourd'hui, cette possibilité est exclue.

Les ministères des Affaires étrangères et des Transports sont en train d'examiner avec le Shin Bet comment résoudre le différend, surtout que des milliers d'Israéliens ont déjà acheté des billets à destination de cette région pour cet été.

Gadi Tepper, directeur général d'Arkia, a mis en garde contre ce qui risque de se produire : « Il semble, selon les médias internationaux, que d'autres pays européens brandissant le drapeau des droits civils et de l'égalité refuseront les exigences sécuritaires israéliennes ». Arkia et les autres compagnies aériennes israéliennes vont être confrontées à de graves difficultés si une grande partie de l'Europe leur est fermée, a-t-il dit.

« Nous sommes en train de discuter avec les autorités responsables de la sécurité en Suède et dans d'autres pays où des problèmes ont surgi, pour faire comprendre le sens des nouvelles restrictions imposées sur les vols israéliens » a déclaré le ministère des Transports israélien, indiquant qu'il travaillait avec le ministère des Affaires étrangères, l'ambassade à Stockholm et les autorités israéliennes de la sécurité.

Et d'ajouter, « Le ministère des Transports israélien a l'intention de continuer à autoriser les vols des compagnies israéliennes toutes destinations, sans restrictions, en prenant en compte l'ensemble des aspects de sécurité et de sûreté.

Une recherche de coûts réduits

Arkia et Israir font pression pour déplacer leurs vols du Terminal 3 de l'aéroport international Ben Gourion, terminal phare de l'aéroport, au Terminal 1, afin de réduire leurs coûts. Le Terminal 1 est utilisé principalement pour les vols charter, à prix réduit, et il perçoit des honoraires moins élevés. La taxe portuaire par passager au Terminal 3 est d'environ 25 dollars pour 11 dollars au Terminal 1.

Ce qui pousse les compagnies à demander cela c'est le traité Ciel Ouvert qu'Israël a signé avec l'Union européenne et qui devrait, selon les Israéliens, exacerber la concurrence.

Une source à Israir a dit qu'étant donné que le ministre des Transports israélien, Yisrael Katz, appliquait Ciel Ouvert, la compagnie était dans l'espoir que son ministère aiderait les compagnies israéliennes dans leur concurrence contre les compagnies étrangères.

Les compagnies israéliennes veulent que l'État couvre tous leurs coûts liés à la sécurité et les aident à obtenir l'autorisation de l'Autorité aéroportuaire pour déplacer leur activité sur le Terminal 1. Elles veulent aussi plus de plages horaires à Ben Gourion afin de pouvoir doubler leur capacité vers l'Europe et mieux tirer parti de leurs nouveaux avions.

L'Autorité aéroportuaire s'est dite en pourparlers avec les directions d'Israir et Arkia, ajoutant qu' « elle savait pertinemment que ces compagnies ne rentraient pas dans la catégorie des vols low cost qui sont les seuls autorisés à opérer à partir du Terminal 1. Il n'y a aucun rapport entre le nouvel accord sur le transport aérien et l'affectation du Terminal 1 pour les vols low cost. »

EasyJet ouvre une ligne Manchester-Tel Aviv

La compagnie low cost EasyJet va proposer une nouvelle ligne entre Tel Aviv et Manchester à partir du 1er novembre, mais vous pouvez d'ores et déjà commander vos billets sur le site de la compagnie dès cette semaine.

Le premier prix pour un billet aller simple de Tel Aviv à Manchester n'est que de 38 €, et dans l'autre sens, de 83 €, taxes comprises. EasyJet assurera deux vols par semaine, le lundi et le jeudi. Depuis que la compagnie a commencé à fonctionner en Israël, en novembre 2009, elle a embarqué plus de 270 000 passagers.

Oui, votre avion était plus rempli

Si vous avez eu le sentiment que l'avion que vous avez pris à, ou pour, l'aéroport international de Ben Gourion, le mois dernier, était plus rempli que d'habitude, vous pourriez bien avoir raison.

Quelque 889 000 passagers ont utilisé l'aéroport en mars, voyageant sur 6446 vols. Ce qui représente une augmentation de 3 % du trafic passager, et une baisse de 5 % du nombre de mouvements. Par conséquent, il y a plus de passagers par avion d'après les chiffres de l'Autorité aéroportuaire. La part du marché des compagnies israéliennes El Al, Arkia et Israir a représenté près de 40 % en mars.

La compagnie étrangère qui a emporté le plus de passagers vers, ou depuis, Ben Gourion est la Lufthansa. La compagnie allemande a fait voler 40 000 passagers par Tel Aviv en mars, une augmentation de près de 7 % par rapport à mars 2011.

Zohar Blumenkrantz - Ha'aretz

19 avril 2012 –

traduction : JPP

6 Monde

Afrique du Sud

Ahmed Kathrada : Afrique du Sud : Solidarité avec les Palestiniens.

Conseil judiciaire musulman - Afrique du Sud

« *Les cent ans de l'ANC : des leçons à tirer pour les Sud-Africains en solidarité avec les Palestiniens qui résistent à l'apartheid israélien* ».

L'ANC doit se pencher sur la façon dont il peut, concrètement, soutenir davantage la lutte palestinienne...

En tant que Sud-Africain ayant vécu et souffert sous un apartheid, et passé près de trente années de ma vie adulte dans ses prisons pour lui avoir résisté, je peux et je dois, humblement, prétendre connaître quelque chose de ce qu'est un apartheid. Vous ne pouvez, comme je l'ai fait, avoir accompagné aussi loin et aussi longtemps le Congrès national africain (ANC), des dirigeants comme Govan Mbeki, Walter Sisulu et Nelson Mandela, sans reconnaître un Apartheid quand vous en voyez et en vivez un. Récemment, je suis allé au [Tribunal Russel sur la Palestine](#), et j'ai entendu des témoignages de Palestiniens, Israéliens et Sud-Africains.

Le Tribunal a conclu qu'Israël répondait à la définition juridique d'un État d'apartheid. Cela me fait mal d'admettre que, en me fondant sur ce que j'en ai souffert et, plus important encore, ce que j'en ai appris, je suis profondément convaincu que ce que les Palestiniens sont en train de vivre est identique - et à bien des égards, pire - à ce que nous avons connu sous l'apartheid en Afrique du Sud. Ceci a été également mis en avant de façon convaincante par le [Professeur John Dugard](#), l'un des plus éminents juristes d'Afrique du Sud.

Les [routes séparées d'Israël](#), la loi de facto sur les [mariages mixtes](#), les procès par les [tribunaux militaires](#), les répartitions inéquitables des ressources (et [particulièrement de l'eau](#)), les lois racistes sur la [citoyenneté](#) attribuant et refusant les droits des personnes sur la base de l'ethnicité, les [destructions des maisons](#) d'une population originaire du pays qui a vécu et travaillé cette terre pendant des siècles et qui sont destinées à faire la place à de nouveaux arrivants ayant un patrimoine génétique commun avec les dirigeants, les [déracinements d'oliviers](#), les [détentions sans jugement](#), les lois sur le [droit de se déplacer](#), la moindre parcelle de [terre qui est donnée](#) à la plus grande partie de la population... je ne connais pas d'autre mot pour cela que celui d'[apartheid](#).

Je me rappelle comment les apologistes de l'Apartheid d'Afrique du Sud ont tenté, au niveau international, de faire valoir que la « situation » sud-africaine était plus complexe que ce que l'ANC voulait bien le faire croire. En effet cela aurait pu être le cas, mais l'argument de la complexité était aussi utilisé comme une arme entre les mains des puissants pour désarmer les faibles et ceux qui agissaient en solidarité avec eux.

Je crains que le même argument puisse passer aujourd'hui. Nelson Mandela nous prévenait déjà en 1996 : « *La tentation dans notre situation est de parler de façon étouffée d'un sujet comme le droit du peuple de Palestine à son propre État. Nous pouvons facilement nous trouver incités à voir la réconciliation et l'équité comme une parité entre justice et injustice. Ayant acquis notre liberté, nous pourrions tomber dans le piège de nous laver les mains des difficultés auxquelles les autres sont confrontés. Mais nous serions moins humains si nous le faisons.* » (4 décembre 1997).

Certains voudraient nous faire croire que l'histoire sud-africaine n'était simplement qu'une question de dialogue et de réconciliation. C'est aussi cela effectivement. Mais c'est aussi une lutte contre l'occupation et une lutte pour la justice.

Notre lutte de libération a de tout nouveaux « admirateurs » et en grand nombre, dont certains ont souvent complété avec le régime d'apartheid. Il n'est pas surprenant que non seulement ils prétendent avoir participé à la lutte, mais encore qu'ils veuillent nous donner des leçons sur ce qu'a été notre lutte, et comment les appliquer à la lutte palestinienne pour la justice.

L'ANC doit se pencher sur la façon dont il peut, concrètement, [soutenir davantage la lutte palestinienne](#) pour la justice et l'autodétermination. Je crois que nous devons considérer très sérieusement l'[appel lancé par l'archevêque Desmond Tutu](#) et par beaucoup d'autres dans le monde, aujourd'hui. Quand l'université de Johannesburg a chargé une équipe de déterminer si l'université devait mettre fin à ses relations institutionnelles avec l'université Ben-Gourion d'Israël et imposer un boycott universitaire ([ce qu'elle a fait](#)), l'archevêque Desmond Tutu leur a écrit, leur disant :

« *Ensemble, avec les personnes éprises de paix sur cette Terre, je condamne toute forme de violence, mais assurément, ne devons-nous pas reconnaître qu'un peuple enfermé, affamé et dépouillé de ses droits matériels et politiques fondamentaux, doit résister à son Pharaon ? Résister ne fait-il pas de nous des humains ? Les Palestiniens ont choisi, comme nous l'avons fait, les moyens non violents que sont [les boycotts, les désinvestissements et les sanctions](#) (BDS).* »

Notre appel ce soir n'est pas un appel à la violence, ni à la lutte armée, notre appel est un appel à la non-violence et à la réconciliation. Historiquement, l'ANC a toujours réclamé un règlement pacifique et négocié. Nous disions aussi, cependant, que si vous continuiez sur la voie de l'Apartheid, et que nous ne puissions vous arrêter, à tout le moins, vous le feriez alors sans notre consentement, sans notre accord en ce qui concerne l'économique, le culturel et le politique.

Camarades et amis, s'agissant de la justice pour les Palestiniens, de notre solidarité avec eux et de la coexistence de tous les peuples dans cette région, nous ne pouvons faire mieux que répéter les paroles de sagesse, exprimées avec une si grande clarté par notre propre dirigeant, Nelson Mandela :

« Quand, en 1977, les Nations unies ont voté la résolution inaugurant la Journée internationale de la solidarité avec le peuple palestinien, elles affirmaient reconnaître que des injustices et des violations flagrantes des droits humains étaient commises en Palestine. Dans la même période, les Nations-Unies ont pris une position forte contre l'apartheid et au fil des années, un consensus international s'est dégagé qui a contribué à mettre un terme à ce système inique. Mais nous ne savons que trop bien que notre liberté sera incomplète tant que les Palestiniens n'auront pas la leur, tant que ne seront pas résolus les conflits au Timor oriental, au Soudan et en d'autres parties du monde. L'Afrique du Sud est fière de faire partie de ce consensus international qui affirme le droit de la Palestine à l'autodétermination et à un État. Nous sommes déterminés à assumer notre humble contribution, dans les limites de nos ressources, pour aider à ce que la Palestine prenne sa juste place dans l'arène mondiale. » (11 août 1988)

« Les Sud-Africains comprennent la souffrance du peuple palestinien ; les Palestiniens continuent d'endurer l'humiliation et les difficultés économiques. Ceux qui vivent en exil, les réfugiés, ont été longtemps soutenus par leur espoir d'une fin au conflit, et de l'avènement d'un avenir meilleur. » (25 novembre 1988)

Ahmed Kathrada

Conseil judiciaire musulman - Afrique du Sud

25 mars 2012 - [MJC](#) - 8 avril - traduction :

Info-Palestine.net/JPP

Égypte

Al-Ahram : L'Égypte boycotte Adidas pour cause de collaboration avec Israël.

L'équipe des Pharaons a décidé de boycotter Adidas en raison de mécénat par cette entreprise du marathon de Jérusalem, et malgré la possibilité que soient perdus 1,7 millions d'euros chaque année. Anouar Saleh, président de l'Association Egyptienne de Football (EFA) a confirmé que l'Égypte allait boycotter la compagnie de vêtements de sport Adidas pour se conformer à la décision des Ministères arabes de la jeunesse et des sports.

« Nous allons boycotter la société quelles que soient les conséquences. Ce n'est pas mon appel personnel, car il s'agit d'une décision ministérielle et je ne peux pas l'ignorer », a déclaré Saleh au journal al-Ahram.

Plus tôt ce mois-ci, le prince saoudien Nawaf Bin Faisal, président du Conseil arabe de la Jeunesse et des Sports, a annoncé lors de la réunion du conseil à Jeddah que « toutes les entreprises qui ont parrainé le marathon de Jérusalem, y compris Adidas, seront boycottées. »

Le fabricant de vêtements de sport, Adidas, était le seul sponsor non-israélien du marathon que le conseil des sports considèrent comme une tentative par « Israël d'induire en erreur l'opinion publique en lui faisant croire que Jérusalem est sa capitale, ce qui constitue une violation de toutes les résolutions de l'ONU. »

Le directeur marketing de l'EFA, Amr Wahbi, a mis en garde contre les lourdes pertes qui nuiront à l'équipe nationale et à l'EFA si la décision est appliquée.

« Nous allons avoir environ 1,7 millions d'euros de pertes par an en raison de cette décision. Nous ne serons pas en mesure de trouver un autre parrain dans un délai aussi court, aussi à cause des conditions actuelles en Égypte », a-t-il dit.

Les activités du football en Égypte ont été suspendues depuis la catastrophe de Port-Saïd le 1er Février qui a fait 73 morts et des centaines de blessés.

Les Pharaons ont organisé des camps de formation au Qatar et les Émirats arabes unis pour se préparer avant la Coupe des Nations d'Afrique des Nations de 2013 et 2014, et les qualifications pour la Coupe du Monde.

20 avril

Al-Ahram

<http://english.ahram.org.eg/NewsCon...>

[Traduction : Info-Palestine.net](http://Info-Palestine.net)

inde

[En Inde, la foule dénonce Israël.](#)

-New Delhi a été aujourd'hui jeudi le théâtre de vastes manifestations contre Israël et les Etats-Unis auxquelles ont participé des milliers d'indiens.

Les manifestants ont condamné le massacre des palestiniens dans les territoires occupés et ont réclamé la fin des crimes d'Israël. Ils scandaient des slogans comme « à bas l'Amérique », « à bas Israël », « les crimes du régime sionistes sont condamnables » Mossad est terroriste » et le « journaliste indien détenus dans la prison doit être libéré ». Les manifestants ont réclamé également la fermeture de l'Ambassade d'Israël à New Delhi. Les partis islamiques de l'Inde ainsi que des formations nationlistes ont été à l'origine de ces vastes manifestations. « Israël est la source du terrorisme à travers le monde et l'arrestation du journaliste indien Mohamad Ahmad Kazemi célèbre pour ses chroniques anti israélien sous pression du lobby sioniste va dans le même sens, a affirmé l'un des organisateurs de cette marche.

26/04/2012

IRIB

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19